Renaud Soler

Une autre histoire de la civilisation
Comment Rifāʿa al-Ṭahṭāwī repensa l'histoire de l'Égypte dans les années 1860

L'historiographie en arabe du XIX^e^ siècle a souvent été abordée au prisme du rapport à la modernité et au nationalisme, c'est-à-dire selon la perspective téléologique induite par les procès de constructions étatiques au XX^e^ siècle. Cet article propose de relire l'œuvre du grand historien Rifāʿa Rafīʿal-Ṭahṭāwī (1801-1873) en la situant dans son moment historique – un moment où l'Égypte est encore un État dynastique lié à l'Empire ottoman, où les historiens travaillent à l'intérieur de l'édifice des sciences religieuses et de l'historiographie islamiques, et où la modernité occidentale s'incarne dans le régime de la monarchie de Juillet et l'histoire de François Guizot et de Edward Gibbon. C'est dans ce complexe de discours et de pratiques qu'il faut comprendre l'œuvre historique d'al-Ṭahṭāwī. On peut alors retrouver la polyphonie des attachements nationaux du cheikh et historien, qui s'inscrivent plus largement dans une conception renouvelée de la tradition – et donc de son revers, la modernité –, mais qui participe aussi d'une mise en tension sensible de la conception de la temporalité historique propre à l'historiographie arabe moderne avec celle de l'histoire produite par l'historiographie de la fin du XVIII^e^ siècle et par l'histoire romantique bourgeoise en Europe.

Another History of Civilization: Rifāʿa al-Ṭahṭāwī
and the Reconception of Egyptian History in the 1860s

Nineteenth-century Arabic-language historiography has often been read through the prism of relations to modernity and nationalism, that is to say, from a teleological perspective induced by the state-building processes of the twentieth century. This article suggests a new reading of the work of the great Egyptian historian Rifāʿa Rafiʿ al-Ṭahṭāwī (1801-1873), resituating it in its historical moment. When al-Ṭahṭāwī was writing, Egypt was still a dynastic state linked to the Ottoman Empire, its historians worked from within the edifice of religious scholarship and Islamic historiography, and European modernity was represented politically by the July Monarchy and historiographically by the work of François Guizot and Edward Gibbon. It is within this complex of discourses and practices that al-Ṭahṭāwī's historical works must be understood. This makes it possible to rediscover this sheikh and historian's polyphonic conception of national attachments, more generally linked to a renewed conception of tradition—and hence its flipside, modernity—but also to the confrontation between notions of historical temporality in Arabic historiography and those produced in late eighteenth-century Europe by Romantic bourgeois historiography.

Annales HSS, 74-2, 2019, p. I-IV, 10.1017/ahss.2020.45
© Éditions de l'EHESS

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.45 Published online by Cambridge University Press

Tom Stammers

La mondialisation de la Révolution française (vers 1930-1960)
Origines et éclipse d'un paradigme historiographique

Cet article entend proposer une nouvelle lecture des origines de l'historiographie mondiale de la Révolution française. De fait, alors que la thèse de Robert Palmer et de Jacques Godechot situe la « révolution transatlantique » dans les années 1950, ce changement de paradigme fut en réalité préparé par les débats qui avaient animé la France de l'entre-deux-guerres. Les historiens français ont commencé à prendre ce « tournant global » en 1936, l'année de la création de l'Institut international d'histoire de la Révolution française (IIHRF). L'objectif de ses membres fondateurs, Philippe Sagnac et Boris Mirkine-Guetzévitch, était de faire de l'historiographie de 1789 un instrument qui permette de développer les relations internationales dans une période de grande fragilité diplomatique. L'IIHRF joua un rôle de précurseur dans l'étude de la Révolution en vertu de sa dimension interdisciplinaire et de l'étendue géographique et chronologique de ses travaux. Cela dit, l'Institut demeurait profondément lié aux intérêts géopolitiques français et à l'idée d'une supériorité culturelle, elle-même indissociable du concept de « civilisation ». Fermé à cause de l'Occupation, l'IIHRF déménagea à New York, inaugurant un chapitre particulièrement remarquable des échanges intellectuels franco-américains. Après la guerre, non seulement l'institution n'avait plus de raison d'être diplomatique, mais son projet intellectuel fut très vite éclipsé par le défi de la décolonisation et par la montée en force de nouvelles approches de l'histoire mondiale. L'évolution et la disparition finale de l'IIHRF soulèvent des questions intéressantes sur trois points, qui traverseront de part en part cet article : le sens de 1789 en tant que repère politique ; les différentes méthodologies des histoires « internationale », « mondiale » et « atlantique » ; la reconfiguration des paradigmes de la recherche historique à l'aube de la guerre froide.

Internationalizing the French Revolution (circa 1930-1960): The Origins and Eclipse of a Historiographical Paradigm

This article sketches an alternative narrative for the origins of global historiography on the French Revolution. It argues that the thesis of an "Atlantic Revolution" put forward by Robert Palmer and Jacques Godechot in the 1950s in fact grew out of debates in interwar France. French historians first took a "global turn" with the establishment of the Institut International de l'Histoire de la Révolution Française (IIHRF) in 1936. Its founding members, Philippe Sagnac and Boris Mirkine-Guétzevitch, were committed to making revolutionary historiography an instrument for promoting internationalism in an age of immense diplomatic insecurity. The IIHRF was pioneering for the geographical range, interdisciplinary focus, and extended chronology it brought to studying the French Revolution. It was also, however, profoundly marked by French geopolitical interests and deep-rooted assumptions of cultural superiority connected to the study of "civilization." The closure of the IIHRF after the Nazi occupation, and its relocation to New York, inaugurated an intriguing new chapter in Franco-American intellectual exchanges. In the wake of the war, however, the diplomatic value of the IIHRF was redundant and its intellectual agenda eclipsed by the rise of alternative ways of conceiving of international history, as well as the challenge of decolonization. The evolution and ultimate failure of the IIHRF raise intriguing questions about the changing significance of 1789 as a political landmark, the different methodologies of "international," "Atlantic," and "world" history, and the reshaping of research paradigms at the dawn of the Cold War.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.45 Published online by Cambridge University Press

Mirko Canevaro

La délibération démocratique à l'Assemblée athénienne
Procédures et stratégies de légitimation

Cet article étudie la nature proprement délibérative de la démocratie athénienne. De nombreux travaux se sont intéressés à la cité antique d'Athènes en tant qu'exemple plus ou moins réussi de démocratie participative, en soulignant l'importance de la délibération collective dans son système politique. Partant de cette hypothèse, l'article tente d'abord de déterminer si les Athéniens ont réellement recherché et mis en œuvre, à travers leurs institutions, l'idéal délibératif et la recherche du consensus ; il s'interroge également sur la compatibilité de ces derniers avec les idéaux modernes de démocratie délibérative prônés par les théoriciens politiques contemporains. Après avoir dressé un panorama des études sur la démocratie délibérative et participative, l'article examine les similitudes trompeuses qui peuvent exister entre le modèle plébiscitaire actuel et la démocratie directe athénienne à laquelle il est souvent comparé. Il s'attache ensuite au dispositif institutionnel délibératif dans lequel s'inscrit la prise de décision politique à Athènes, en se concentrant sur le fonctionnement concret de l'Assemblée et sur les idées que les orateurs et le public y défendaient explicitement, à travers leur comportement. Cette analyse se fonde en particulier sur la relecture attentive des récits d'Assemblée et sur les considérations normatives que l'on trouve chez les orateurs (en particulier dans les *Prologues* de Démosthène). Enfin, l'article analyse un cas de débat prolongé au sein de l'Assemblée – celui sur l'expédition de Sicile – pour démontrer que la prise de décision s'est efforcée d'accomplir l'idéal délibératif afin de lui donner toute sa légitimité – que cette délibération démocratique ait abouti, ou non, à un choix politique judicieux.

Democratic Deliberation in the Athenian Assembly: Procedures and Behaviors of Legitimation

This study examines the deliberative credentials of Athenian democracy. Much scholarship has investigated ancient Athens as a successful (or less successful) example of participative democracy and has stressed the importance of collective deliberation to its political system. Building on this research, this article explores whether the Athenians subscribed to, and implemented in their institutions of political decision-making, deliberative ideals and a commitment to consensus compatible with those central to modern literature on deliberative democracy in political theory. After a survey of relevant studies on deliberative and participative democracy, the article discusses the pitfalls of the plebiscitary forms of democracy to which ancient direct democracy is often compared. It then considers the deliberative setup of Athenian political decision-making, concentrating on Assembly procedures and the ideas that speakers and the public explicitly upheld through their conduct in the Assembly, investigated through a close reading of Assembly accounts and normative statements in the orators (particularly Demosthenes's *Prooimia*). Finally, it analyzes an example of protracted debate in the Assembly—on the Sicilian expedition—to make the case that Athenian political decision-making strived to fulfil the deliberative ideal in order to create legitimacy, whether or not that democratic deliberation resulted in effective policy choices.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.45 Published online by Cambridge University Press

Vincent Azoulay

Violente amnistie
La réconciliation athénienne de 403 av. J.-C.

En 403 av. J.-C., les Athéniens se réconcilièrent après plusieurs mois d'une guerre civile sanglante entre oligarques et démocrates. Les deux camps s'engagèrent alors solennellement à « ne pas rappeler les maux » *(mē mnēsikakein)* qui les avaient déchirés, et la démocratie fut rétablie. Selon Nicole Loraux, c'est la cité tout entière qui aurait fait le choix de l'amnistie de façon à conjurer le spectre hideux de la guerre civile *(stasis)*. Cet article propose de revenir sur cette interprétation unanimiste en prenant, comme point de départ, l'une des grandes figures de la réconciliation athénienne, Archinos. Résistant de la première heure à l'oligarchie, celui-ci parvint à rassembler les « modérés » des deux camps autour d'une conception partagée de la communauté et de ses limites. Loin de s'imposer comme une évidence, la réconciliation alla de pair avec le maintien d'une forte conflictualité politique, dont témoigne notamment une floraison de procès entre 403 et 399. Ces affrontements tournèrent manifestement à l'avantage des « modérés », qui non seulement parvinrent à l'emporter sur le moment, mais réussirent par la suite à imposer leur version de l'histoire, comme en témoigne la *Constitution des Athéniens* attribuée à Aristote. En réalité, ce ne fut nullement la cité unanime qui refoula le conflit, mais certains groupes, bien identifiables en son sein, qui promurent activement l'oubli, quitte à l'imposer avec une violence certaine.

A Violent Amnesty: The Athenian Reconciliation of 403 BCE

In 403 BCE the Athenians reconciled after several months of bloody civil war opposing oligarchs and democrats. The two sides took a solemn oath to "forget the wrongs" (*mē mnēsikakein*) that had torn them apart, and democracy was restored. For Nicole Loraux, the city as a whole chose this amnesty in order to repel the terrifying specter of civil war (*stasis*). This article seeks to reconsider this vision of unanimity, taking as its starting point one of the major figures of the Athenian reconciliation, Archinos. Opposed to oligarchy from the outset, Archinos managed to assemble the "moderates" from both sides around a shared conception of the community and its limits. Far from self-evident, this reconciliation was accompanied by a consistently high level of political conflict, evidenced by the increasing number of trials between 403 and 399. The outcome of these confrontations clearly favored the "moderates," who not only prevailed in the moment but also managed to impose their vision of events over the longer term, as evidenced in the *Constitution of the Athenians* attributed to Aristotle. In reality, it was in no sense the city that unanimously suppressed the conflict, but rather certain easily identifiable groups within it who actively promoted this act of "forgetting," even to the point of imposing it with a certain amount of violence.

https://doi.org/10.1017/ahss.2020.45 Published online by Cambridge University Press